

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Présents : 59
Excusés : 13
Absents : 8
Nombre de membres en exercice : 80

REUNION DU 9 OCTOBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le TROIS OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, Mme BRAIHIM Marwa, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.
<u>PRESENTS</u>	
<u>EXCUSES</u>	M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme FAOUZI Hanane, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme PINHEIRO Amélie,
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MENDES Odette, Mme MAROUN Séverine, M. BAILLON Jean-François, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, Mme LAGNEAU Muriel, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, M. RANQUET Jean-Philippe, M. CHAUSSAT Jacques,
<u>ABSENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LEMARCHAND Brigitte.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme Virginie de CARVALHO

DELIBERATION N°124 – DECHETS MENAGERS – CONTRAT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES DECHETS ISSUS DES LAMPES COLLECTES DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Aïssa SAGO,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5219-2 et L.5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.541-1 à L.541-10, et L.541-21 à L.541-48 relatifs à la collecte, au traitement et aux dispositions pénales,

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

Vu la directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,

Vu l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société ECOSYSTEM en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers de la catégorie 3 mentionnées à l'article R.543-172 du code de l'environnement,

Vu le projet d'acte intitulé « l'acte de cessation de la convention relative aux lampes usagées version 2021 »,

Vu le projet de contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets – Version Juillet 2022 »,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231009-124-09-10-2023-DE
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Considérant que la mise en place du recyclage sur le domaine public constitue un enjeu essentiel de la politique de Paris Terres d'Envol.

Considérant que dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une collecte séparée notamment, des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers relevant de la catégorie 3, lampes, mentionnée au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement, a été mise en place par Paris Terres d'Envol afin de :

- Répondre à l'urgence environnementale ;
- Améliorer la qualité du service rendu aux usagers ;
- Sensibiliser la population à la question du recyclage des DEEE, notamment via des actions de prévention et de communication.

Considérant que désormais, ce n'est plus l'organisme coordonnateur (OCAD3E) qui contracte avec une collectivité le ou les contrats relatifs à la prise en charge des coûts de collecte, à la reprise des déchets issus des lampes, mais l'éco-organisme agréé de la filière à qui incombe cette prise en charge et cette reprise.

Considérant qu'ECOSYSTEM a été agréé notamment en qualité d'éco-organisme de la Filière pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant de catégorie 3 mentionnée au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement, déchets issus des lampes », et désigné comme Eco-organisme référent.

Après avoir délibéré,

- **Autorise** le Président à signer avec OCD3E l'acte de cessation de la convention relative aux lampes usagées version 2021 », dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.
- **Approuve** le contrat intitulé « contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets – version juillet 2022 ».
- **Autorise** le Président à signer le contrat intitulé « contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets – version juillet 2022 », qui prend effet de manière rétroactive à compter du 1^{er} juillet 2022 et dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.
- **Précise** que les dépenses en résultant sont inscrites au budget de l'exercice en cours.

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA